

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADG

route de Brignais
BP 55
69230 Saint-Genis-Laval

Références : UD-R-CRT-26-16-OA
Code AIOT : 0006103754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement ADG implanté route de Brignais BP 55 69230 Saint-Genis-Laval. L'inspection a été annoncée le 31/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement ADG implanté route de Brignais BP 55 69230 Saint-Genis-Laval.

L'inspection du 20 janvier 2026 avait pour objectif de vérifier la maîtrise des impacts du site sur les eaux souterraines et l'air.

En effet, suite à la découverte d'une pollution des eaux souterraines et des sols par diverses substances en 2006, la société ADG est tenue de vérifier l'absence d'impact hors site.

Par ailleurs, la société ADG est identifiée comme un émetteur significatif de COVNM dans l'atmosphère.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADG
- route de Brignais BP 55 69230 Saint-Genis-Laval
- Code AIOT : 0006103754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Application Des Gaz (ADG) est spécialisé dans la fabrication et l'emplissage de réservoirs et cartouches Butane/Propane, notamment utilisés dans les activités de camping. L'établissement dispose d'installation de travail des métaux (fabrication de cartouches de gaz à remplir), de stockage de gaz (butane, propane) en réservoirs enterrés, de remplissage de bouteilles et de cartouches de gaz et de stockage des produits fabriqués (petites bouteilles de gaz). L'établissement est classé Seveso seuil haut en raison des risques (explosion, feu..) liés aux stockages de gaz en réservoirs et en petits contenants.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/12/2007, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/12/2007, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/12/2007, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/12/2007, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/10/2008, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 20/01/2026 a révélé que la gestion des impacts sur les eaux souterraines et sur l'air n'était pas maîtrisée de manière satisfaisante par l'exploitant.
L'exploitant devra transmettre, dans un délai d'un mois, l'ensemble des éléments permettant d'apprécier la gestion et la maîtrise de ces sujets.

À l'issue de la transmission de ces éléments, une réunion en visioconférence sera organisée afin d'en examiner le contenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2007, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'analyse
Prescription contrôlée : L'exploitant procédera à une surveillance mensuelle, conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur, de la qualité des eaux souterraines
Constats : L'exploitant a présenté le rapport intitulé « Suivi de la qualité des eaux souterraines - Troisième campagne trimestrielle 2025 ». Il ressort du chapitre 4 de ce document que la fréquence d'analyse mise en œuvre est trimestrielle. L'inspection constate un écart entre la fréquence de suivi réalisée et celle prescrite par l'APC du 05/12/2007. Par ailleurs, le rapport précise au chapitre 1 que, conformément aux préconisations du « Mémoire de réhabilitation du site » (rapport URS n° LYO RAP-10-01944C du 28 avril 2011), puis du « Bilan quadriennal du suivi de la qualité des eaux souterraines » (rapport URS n° LYO RAP-10-06510 du 18 septembre 2015), une surveillance des eaux souterraines a été mise en œuvre selon les modalités suivantes : une fréquence mensuelle durant les six mois suivant l'arrêt de la barrière hydraulique en juillet 2011, puis une fréquence trimestrielle à compter de février 2012, et semestrielle à partir de décembre 2014 jusqu'en décembre 2017. À la suite de la mise en évidence, en mars 2018, de pics ponctuels de concentrations en chrome total au droit de la zone dite « AOC5 », le suivi des eaux souterraines a été prolongé avec un retour à une fréquence trimestrielle. Lors de la séance, l'exploitant et le bureau d'études ont indiqué que seul l'APC du 05/12/2007 mentionné dans le rapport leur était connu. Ils n'ont pas été en mesure de préciser sur quelle base réglementaire, ni à la suite de quels échanges avec l'administration, l'évolution des fréquences de suivi a été décidée, et ont indiqué devoir effectuer des recherches dans leurs archives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 L'exploitant transmettra un argumentaire détaillé retraçant l'historique des échanges avec l'administration ayant conduit à la modification de la fréquence de suivi, notamment le passage d'une fréquence mensuelle à trimestrielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2007, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement et substances prélevées

Prescription contrôlée :

L'exploitant procédera à une surveillance "..." sur les ouvrages suivants, sous condition d'accessibilité aux puits :

MW1 : HCT, HAP, COHV et niveau piézométrique

MW2 : HCT, HAP, COHV et niveau piézométrique

MW3 : HCT, HAP, COHV, Cr et Cr VI et niveau piézométrique

MW4 : HCT, HAP, COHV, Cr et Cr VI et niveau piézométrique

MW5 : HCT, HAP, COHV, Cr et Cr VI et niveau piézométrique

MW6 : HCT, HAP, COHV, Cr et Cr VI et niveau piézométrique

MW9 : COHV, Cr, Cr VI et niveau piézométrique

Minssieux : COHV, Cr et Cr VI

CAP1 : COHV, Cr et Cr VI

France Salaison : COHV, Cr et Cr VI

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport intitulé « Suivi de la qualité des eaux souterraines - Troisième campagne trimestrielle 2025 ». Il ressort du chapitre 4 de ce document que le programme de suivi mis en œuvre est le suivant :

MW1 : COHV (PCE uniquement) et chrome total

MW2 : non suivi MW3 : non suivi

MW4 : non suivi MW5 : non suivi

MW6 : non suivi MW9 : chrome total

Minssieux : non suivi

CAP1 : non suivi

France Salaison : chrome total

MW17 : ouvrage détruit

MW18 : chrome total

MW19 : chrome total

PW1 : COHV (PCE uniquement) et chrome total

Puit A : chrome total

Puit C : chrome total

Puit E : chrome total

L'inspection constate un écart entre les ouvrages et les paramètres suivis et ceux prescrits par l'APC du 05/12/2007.

Lors de la séance, l'exploitant et le bureau d'études ont indiqué que seul l'APC du 05/12/2007 mentionné dans le rapport leur était connu. Ils n'ont pas été en mesure de préciser sur quelle base réglementaire, ni à la suite de quels échanges avec l'administration, l'évolution des ouvrages suivis et des paramètres analysés a été décidée, et ont indiqué devoir effectuer des recherches dans leurs archives.

Par ailleurs, lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'étanchéité des piézomètres MW1

et MW2 ne semblait pas garantie, en contradiction avec les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 11/09/2003.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 L'exploitant transmettra un argumentaire détaillé retraçant l'historique des échanges avec l'administration ayant conduit à la modification des ouvrages suivis et des paramètres analysés. Demande n°3 L'exploitant justifiera l'étanchéité de l'ensemble de ces piézomètres et transmettra les derniers rapports d'inspection périodique décennale de l'ensemble des ouvrages de suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2007, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats solvants chlorés
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant mettra en œuvre en tant que de besoin, les traitements complémentaires des gaz du sol et des eaux souterraines nécessaires, en vue d'atteindre un niveau de pollution dans les eaux souterraines à l'aval hydraulique de son site à la limite de propriété : - inférieures ou égales à celles mesurées à l'amont, en ce qui concerne les solvants chlorés ;
Constats : L'exploitant a présenté le rapport intitulé « Suivi de la qualité des eaux souterraines - Troisième campagne trimestrielle 2025 ». Les teneurs en PCE mesurées lors de la campagne du 24/09/2025 sont les suivantes : MW1 : 67 µg/L (piézomètre présenté comme amont) PW1 : 8,2 µg/L L'inspection constate que le nombre minimal d'ouvrages requis pour conclure sur l'impact du site, à savoir un ouvrage amont et deux ouvrages aval, n'est pas respecté. Par ailleurs, le piézomètre MW1 est considéré par l'exploitant comme un ouvrage amont, alors que son positionnement hydraulique semble le situer en aval de l'écoulement de la nappe.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°4 L'exploitant transmettra un argumentaire détaillé retraçant l'historique de son suivi ainsi que les conclusions qu'il en tire quant à l'impact du site sur le paramètre des solvants chlorés.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2007, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats Chrome
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant mettra en œuvre en tant que de besoin, les traitements complémentaires des gaz du sol et des eaux souterraines nécessaires, en vue d'atteindre un niveau de pollution dans les eaux souterraines à l'aval hydraulique de son site à la limite de propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - inférieures au seuil de 50µg/l en ce qui concerne le chrome
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport intitulé « Suivi de la qualité des eaux souterraines - Troisième campagne trimestrielle 2025 ».</p> <p>Pour la campagne du 24/09/2025, les teneurs en chrome total mesurées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MW1 : 1,8 µg/l - MW9 : 13 µg/l - MW18 : 7,5 µg/l - MW19 : 1,5 µg/l - Puits A : 12 µg/l - Puits C : 1,8 µg/l - Puits E : 13 µg/l - PW1 : 200 µg/l (avec un pic observé à 300 µg/l en octobre 2024) <p>Le rapport indique que l'exploitant procède à des injections d'hydrosulfite de sodium dans les puits dont les concentrations en chrome dépassaient 3 000 g/l, ainsi que dans les sols de la zone non saturée entre 6 et 25 m de profondeur. Cinq nouvelles phases d'injection ponctuelle ont été réalisées depuis la démobilisation de l'unité d'injection fixe (janvier 2015) , dans les ouvrages PV3 et MW22. A noter que le rapport mentionne une concentration à l'ouvrage PV3 (ouvrage d'autosurveillance de l'exploitant, situé à proximité immédiate de la zone de pollution) de 20 000 µg/l après la campagne post injection de février 2025.</p> <p>À l'examen des graphiques figurant en annexe du rapport susmentionné, l'inspection relève des dépassements récurrents de la valeur prescrite par l'APC du 05/12/2007, tant dans la nappe supérieure B en limite aval du site que dans la nappe inférieure C en aval immédiat du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°5</p> <p>L'exploitant transmettra un argumentaire détaillé retraçant l'historique des échanges avec l'administration ayant conduit à l'évolution du seuil d'alerte applicable au paramètre « chrome total ».</p>

<p>Demande n°6</p> <p>L'exploitant transmettra un argumentaire détaillé permettant d'évaluer l'impact potentiel hors site et d'apprécier la persistance éventuelle d'une zone de concentrations élevées au droit de la zone polluée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, COVNM
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant génère des émissions de COVNM à deux niveaux distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - COVNM liés aux activités de peinture : Ces émissions concernent uniquement le bâtiment A2, dédié à la peinture de réservoirs non fabriqués sur site. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de cinq cheminées associées à cette activité : une cabine de peinture aqueuse bleue, un tunnel de désolvatation pour la peinture bleue, un tunnel de séchage pour la peinture bleue, une cabine de peinture solvantée grise et un tunnel de séchage pour la peinture grise. - COVNM liés aux opérations de remplissage : Ces émissions concernent le remplissage des cartouches (bâtiment A24) et des réservoirs (bâtiment A5). Sur site, l'inspection a constaté la présence : d'une cheminée principale regroupant l'ensemble des émissaires du bâtiment A5, de deux émissaires sur le bâtiment A25 : une petite cheminée dédiée à l'activité de perçage des cartouches non conformes et une autre correspondant au reste du process. <p>L'inspection a examiné les déclarations GERE de l'exploitant et a relevé les émissions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2021 : 228 199 kg de COVNM émis, dont 8 058 kg liés aux activités de peinture ; - 2022 : 96 553 kg de COVNM émis, dont 6 812 kg liés aux activités de peinture ; - 2023 : 67 859 kg de COVNM émis, dont 6 552 kg liés aux activités de peinture ; - 2024 : 11 327 kg de COVNM émis, dont 6 511 kg liés aux activités de peinture. <p>L'inspection constate que les quantités de COVNM associées aux activités de peinture sont relativement stables d'une année sur l'autre. En revanche, une diminution très significative des quantités de COVNM liées aux opérations de remplissage des cartouches et des réservoirs est observée.</p> <p>Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique ne pas disposer, à ce stade, d'éléments lui permettant d'expliquer cette diminution et n'a pas été en mesure de fournir d'informations complémentaires pour en préciser l'origine.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Demande n°7</p> <p>L'exploitant devra transmettre un argumentaire détaillé et étayé permettant d'expliquer la diminution des quantités de COVNM déclarées dans GEREPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2008, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, COVNM diffus
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consommation de solvant étant inférieure à 15 t/an « ... »</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de gestion des solvants pour l'année 2024, lequel fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une consommation totale de solvants de 6,5 tonnes en 2024, inférieure au seuil autorisé de 15 tonnes ; - des émissions diffuses estimées à 1 558 kg pour une quantité totale de solvants utilisée de 6 513 kg, soit un ratio de 24 %, inférieur à la valeur limite autorisée de 25 %.
Type de suites proposées : Sans suite